

Vrai but de la «diplomatie envers le Mékong»

Le 16 janvier dernier, le ministre japonais des Affaires étrangères, Komura, a eu dans la métropole de Tokyo la première négociation avec ses homologues de 5 pays riverains du Mékong dont le Vietnam et le Laos.

Il s'agit d'une des activités typiques menées par le Japon avec ces pays dans le cadre de cette année qu'il a fixée comme l'«année d'échanges» avec eux. Cela montre qu'il prête une attention profonde à cette région.

Les médias japonais considèrent cette démarche comme une nouvelle offensive diplomatique de leur pays.

Dans son article publié le jour de l'an, le journal japonais Sankei Shimbun a écrit que son pays activerait sa diplomatie à l'égard des pays d'Asie du Sud-Est et qu'il resserrerait ses relations avec eux à travers son aide économique gratuite estimée à 20 millions de \$US pour le corridor entre l'est et l'ouest du fleuve Mékong.

Le Japon vise principalement, par son investissement supplémentaire, à perfectionner ce «corridor» qui serait essentiel dans son aide à l'économie des pays riverains du Mékong.

Lors de la négociation susmentionnée, le côté japonais a décidé de fournir à titre gratuit 40 millions de \$US pour le perfectionnement du «corridor», la liquidation de la pauvreté et le réaménagement de la base sociale dans les 5 pays. En même temps, il leur a promis de recevoir pendant 5 années à partir de 2008 une dizaine de milliers d'étudiants et stagiaires et d'augmenter d'ici 3 ans ses fonds d'aide économique.

A ce propos, le journal japonais Nihon Keizai Shimbun a indiqué que cela «renferme une arrière-pensée de riposter à la Chine qui renforce son offensive diplomatique sur l'Asie du Sud-Est». Autrement dit, le Japon renforce sa «diplomatie envers le Mékong» en vue d'affaiblir l'influence de la Chine sur cette région. A première vue, il semble que c'est une dispute sino-japonaise dans cette région.

Néanmoins, le problème s'avère plus sérieux, si l'on se rappelle que les pays d'Asie du Sud-Est étaient sous la domination japonaise pendant la Guerre du Pacifique et qu'ils ont été sceptiques à propos du projet de résolution sur l'élargissement du Conseil de sécurité des Nations Unies présenté par le Japon en 2005.

Le Japon a désiré ardemment depuis longtemps occuper un siège permanent de ce conseil. A cet effet, il s'est efforcé par tous les moyens en 2005 qui a marqué le 60e anniversaire de la fondation de l'ONU.

Durant les 60 ans qui ont suivi la guerre, sur la base de son économie en développement, il a essayé d'améliorer sur le plan international son image à travers l'«aide économique» aux différents pays, la «contribution active aux activités onusiennes» et sa «grande quote-part dans les contributions à l'ONU». Notamment, il a affecté en 2005 qui a marqué le 60e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale 500 millions de \$US à la réparation des désastres causés le 26 décembre 2004 par le séisme et le raz de marée devant la mer de l'île Sumatra. Ce fut une occasion propice pour le Japon, à en juger par le fait que la région sinistrée fait partie de l'Asie. Un fonctionnaire du ministère japonais des Affaires étrangères a dit d'un ton peu ordinaire qu'il serait nécessaire de vérifier quel pays est le plus fiable étant donné que différents pays d'Asie du Sud-Est entrent dans l'influence de la Chine.

Malgré cela, le Japon n'a pas obtenu un résultat requis. Une preuve en est qu'aucun pays de cette région ne s'est rejoint au projet de résolution sur l'élargissement du Conseil de sécurité des Nations Unies rédigé par le Japon avec 4 autres pays.

La politique diplomatique du Japon qui a méprisé la diplomatie envers l'Asie et qui n'a fait cas que de ses rapports avec les Etats-Unis, la visite au «temple Yasukuni» et l'altération de l'histoire ont soulevé l'antipathie non seulement de la RPD de Corée et de la Chine mais aussi des pays d'Asie du Sud-Est.

L'ex-Premier ministre japonais, Koizumi, ayant reconnu rien que partiellement la valeur de ceux-ci, a établi en novembre 2004 un système de rencontre avec les Premiers ministres du Vietnam, du Cambodge et du Laos. Mais cela a laissé à désirer pour obtenir le soutien des pays de cette région.

Sur la base de la «leçon» tirée en 2005 dans la discussion du projet de résolution sur l'élargissement du Conseil de sécurité de l'ONU, le Cabinet d'Abe a présenté une nouvelle orientation diplomatique dite «activités pour la liberté et la prospérité» et a englobé en novembre 2006 ces pays dans la cible de cette orientation.

En janvier 2007, le Japon a tenu des pourparlers au rang de ministre des Affaires étrangères avec le Vietnam, le Laos et le Cambodge et a augmenté son aide gouvernementale pour leur développement. En août 2007, le Premier ministre Abe a visité ces pays pour les englober dans le système de la «diplomatie basée sur la conception de la valeur» et a dit qu'il aiderait les pays riverains du Mékong à renforcer le gouvernement constitutionnel et à établir un système reflétant l'opinion publique.

L'actuel Premier ministre Fukuda a pris, après son accession au pouvoir, le renforcement de la diplomatie à l'égard des pays d'Asie du Sud-Est pour l'essentiel dans sa diplomatie.

Partant de la leçon tirée de la politique diplomatique du Cabinet de Koizumi, le Cabinet actuel insiste sur la diplomatie faisant cas de l'Asie et cherche à élargir son influence en Asie du Sud-Est par son «aide économique». A ce propos, le journal chinois Renmin Ribao a écrit: «Il est encore difficile d'apprécier à quel point la diplomatie envers le Mékong pourrait donner une aide à l'élargissement de l'influence du Japon.»

Kim Yu Gyong, des NP